

lorsqu'il prétend que le moment est mal choisi de réunir les chefs des trois gouvernements pour discuter la question de l'énergie atomique et votre déclaration à l'effet que ces trois gouvernements étudient présentement cette question. Je suppose que c'est à une échelle moins élevée. Me suis-je bien fait comprendre?

L'hon. M. PEARSON: Oui.

M. KNOWLES: Pouvez-vous confronter ces deux choses qui semblent un peu contradictoires?

L'hon. M. PEARSON: Je ne pense pas qu'elles soient vraiment contradictoires, car l'une des raisons d'être d'une réunion de cette importance serait la discussion du problème de l'énergie atomique; et actuellement les représentants de ces trois mêmes gouvernements étudient la façon de faire naître à New-York un entretien sur la question de l'énergie atomique aux termes de la résolution adoptée en décembre dernier par les Nations Unies. Nous espérons tous je pense, que les entretiens commenceront bientôt et qu'ils se poursuivront, au moins au départ, privément. Il y a beaucoup plus à attendre, du moins pour l'instant, de cette façon de procéder que des grandes discussions publiques au sommet de l'échelle politique.

M. KNOWLES: Une dernière question: seriez-vous en état de nous dire quel genre d'information sur les armes atomiques ou hydrogènes vous pouvez obtenir de l'expert en science dont vous parliez la semaine dernière. Vous avez dit que vous en aviez un à Washington pour s'occuper de cela. Les renseignements que vous recevez de cette personne sont-ils purement scientifiques ou comportent-ils aussi un aspect diplomatique ou politique?

L'hon. M. PEARSON: Il s'agit d'une information scientifique, mais j'espère que l'on comprendra que je me sente réellement incapable de rendre présentement ces renseignements publics. Une bonne part d'ailleurs en a été rendu publique par le général Strauss et d'autres hauts fonctionnaires américains; et cette part des renseignements révélés insiste sur l'horrible puissance de cette nouvelle arme. Les renseignements que nous avons soulignent simplement cet aspect.

M. KNOWLES: Vous avez reçu des renseignements qui vont plus loin que ce que nous et le public en général trouvons dans la presse.

L'hon. M. PEARSON: Peu de choses qui puissent ajouter beaucoup à ce que nous apprenons par la presse et qui d'ailleurs me semble assez complet pour autant que l'aspect dangereux de la nouvelle arme soit concerné.

Le PRÉSIDENT: A vous, monsieur Nesbitt.

M. NESBITT: M. Knowles a fait mention du discours dans lequel M. Dulles, devant l'*Overseas Press Club*, a déclaré que les États-Unis ne s'engageraient pas seuls dans l'action, mais qu'il s'agirait d'une action conjointe. Si je comprends bien, il ne vous plaît pas de commenter davantage cette question pour l'instant, mais je me suis demandé en suivant les questions de M. Knowles, si le ministère des Affaires extérieures avait de fait reçu du gouvernement américain certaines explications concernant la signification des paroles de M. Dulles?

L'hon. M. PEARSON: Voici, je n'aime pas répondre à cette question de M. Knowles parce que nous discutons encore la question avec eux. Toutefois, je puis toujours faire un pas de plus en disant que par action conjointe ils veulent dire une action à laquelle participeraient les pays directement concernés. En d'autres termes, que les États-Unis n'entreprendraient rien d'eux-mêmes, ou sans consulter les pays concernés, dans les questions d'Indochine, mais agiraient de concert. Il reste douteux qu'il ait pu vouloir dire par "action conjointe" une action entreprise en vertu d'une résolution des Nations Unies.

M. NESBITT: Pour rester si l'on peut dire dans le même secteur, le premier ministre lors de son dernier voyage a-t-il été invité à Formose?